**DECLARATION SUR L’HONNEUR (\*)**

**Mode de passation :** Appel d’offres ouvert sur offres des prix **n°03/RFM/2022 du 15/06/2022 à 10h30**

Objet du marché**:**

**ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI DES TRAVAUX:**

1. **CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5029 AU DOUAR OULED AYED A LA COMMUNE AIN KANSARA**
2. **CONSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RN6 AU DOUAR MECHTA LHJR VIA DOUAR BELLMOUNE A LA COMMUNE AIN KANSARA**
3. **CONNSTRUCTION DE LA ROUTE NON CLASSEE RELIANT LA RP5003 AU DOUAR BOUCHNAFATE VIA DOUAR JWABER ET AIN ROQAA A LA COMMUNE LAAJAJRA**

**PROVINCE DE MY YACOUB-**

**A - Pour les personnes physiques**

Je, soussigné: (prénom, nom et qualité)

Numéro de tél numéro du fax……………………………………

Adresse électronique agissant en mon nom personnel et pour mon propre

compte,

adresse du domicile élu :

affilié à la CNSS sous le n°: (1)

inscrit au registre du commerce de .................................. (localité) sous le n° (1) n° de patente…….. (1)

n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR…………………………………………..............(RIB)

**B- Pour les personnes morales**

Je soussigné, (nom, prénom et qualité au sein de l’entreprise)

Numéro de tél numéro du fax………………………………….

Adresse électronique

agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de:

adresse du siège social de la société

adresse du domicile élu:

affiliée à la CNSS sous le n°: (1)

inscrite au registre de commerce ..............................(localité) sous le n° (1)

n° de taxe professionnelle (1)

n° de l’identifiant fiscal ……………………………………………………………………………………………

ICE……………………………………………………………………………………………………………………………………..

n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR (2)…………………………………………..............(RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**- Déclare sur l’honneur :**

1- m’engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d’assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplis les conditions prévues à l’article 24 du décret n° 2-12-349 du 8 joumadaI 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;

3- **Etant en redressement judiciaire, j’atteste que je suis autorisé par l’autorité judiciaire compétente à poursuivre l’exercice de mon activité (2)** ;

4 –m’engager, si j’envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m’assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l’article 24 du décret n° 2-12-349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) précité ;

- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d’état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d’ouvrage a prévues dans ledit cahier ;

- à confier les prestations à sous-traiter à des prestataires installés au Maroc et notamment, **à la PME, à l’autoentrepreneur, à la coopérative et à l’union des coopératives nationaux et ce conformément à la modification de l’article 158 du décret 2.19.69.**

5- m’engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposées à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelques titres que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d’exécution du présent marché ;

6- m’engager à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d’influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

7- **atteste que je remplis les conditions prévues par l’article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise (4**).

8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d’intérêt tel que prévu à l’article 168 du décret n° 2-12-349 précité.

9-je certifie l’exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l’honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;

10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n° 2-12-349 précité, relatives à l’inexactitude de la déclaration sur l’honneur.

Fait à .............................. le ..........................................

Signature et cachet du concurrent

1. Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas **délivrés par leurs pays d’origine ou de provenance.**
2. ***A supprimer le cas échéant****.*
3. Lorsque le CPS le prévoit.
4. A prévoir en cas d’application de l’article 156 du décret précité n°2-12-349

(\*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l’honneur